



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 30 septembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Entrepôts Pétroliers de la Haute Seine (EPHS)

99 avenue de la Seine
77000 La Rochette

Références : E/25- 2307
Code AIOT : 0006502414

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2024 dans l'établissement Entrepôts Pétroliers de la Haute Seine implanté 99 avenue de la Seine 77000 La Rochette. L'inspection a été annoncée le 01/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Entrepôts Pétroliers de la Haute Seine (EPHS)
- 99 avenue de la Seine 77000 La Rochette
- Code AIOT : 0006502414
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société Entrepôts Pétroliers de la Haute Seine (EPHS) exploite un dépôt de liquides inflammables en bordure de Seine, sur le territoire de la commune de La Rochette (77 000), depuis 1958.

Les activités de l'établissement sont encadrées par l'arrêté préfectoral 13/DCSE/IC/036 du 29 mars 2013.

L'établissement est soumis à autorisation au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour 3 rubriques de la nomenclature: 4734, 1434 et 2175.

L'établissement est classé SEVESO « Seuil Bas » par application de la règle du dépassement direct du seuil bas de la rubrique 4734, il est soumis aux dispositions de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement.

Anciennement classé SEVESO seuil-haut, le dépôt a été déclassé en janvier 2010 à la suite d'une réduction importante de ses capacités de stockage d'hydrocarbures (pétrole brut, fioul et gasoil), le volume maximal autorisé passant de 26 000 m³ à 8 249 m³. Ce changement de régime administratif a été acté par arrêté préfectoral n°10 DAIDD IC 020 du 15 janvier 2010.

L'exploitant a ensuite déposé un dossier de demande d'autorisation pour l'exploitation de 11 des 18 bacs du dépôt (anciennement utilisés pour le stockage d'hydrocarbures) avec des solutions azotées pour une capacité maximale de 17 391 m³.

L'instruction de l'autorisation d'exploitation a conduit à la prise d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°13/DCSE/IC/036 du 29 mars 2013.

Le dépôt est constitué de 18 réservoirs aériens permettant le stockage de fioul domestique ou gazole et de solution azotée. Selon l'activité, des produits non classés peuvent également être stockés dans les bacs (huile de colza).

Le site dispose de 6 postes de chargement (bras jusqu'à 150 m³/h) et d'un poste de déchargement par camions citernes ainsi qu'un poste de chargement/déchargement par voie fluviale (6 canalisations, dont 3 dédiées aux SOLAZE).

Thèmes de l'inspection :

- Plan de Maîtrise du Vieillissement ou PM2I (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant assure un meilleur suivi de l'état de ses équipements depuis plusieurs années. L'inspection a permis de constater les évolutions dans le suivi des équipements mais la finalisation n'est pas terminée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 13/09/2013, article 1.2.3	Demande d'action corrective	1 mois
2	État initial des réservoirs d'hydrocarbures	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28	Demande d'action corrective	3 mois
3	Plan d'inspection des réservoirs d'hydrocarbures	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	Demande d'action corrective	3 mois
4	Visite de routine annuelle des	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-2 &	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	réservoirs d'hydrocarbures	DT94		
5	Inspections externes en exploitation des réservoirs d'hydrocarbures	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-3	Demande d'action corrective	3 mois
6	Inspections hors exploitation détaillées des réservoirs d'hydrocarbures	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-4	Demande d'action corrective	3 mois
7	Traitement des écarts des inspections sur les réservoirs d'hydrocarbures	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-5	Demande d'action corrective	3 mois
8	Qualifications requises du personnel - Inspections des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-6	Demande d'action corrective	3 mois
11	État initial des tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 & DT96	Demande d'action corrective	3 mois
12	Plan et programme d'inspection des tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
15	État initial des ouvrages de génie civil	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6 & DT92	Demande d'action corrective	3 mois
16	Plan et programme de surveillance des ouvrages de génie civil	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Dispositions constructives - Protection des tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V	Sans objet
10	Périmètre des tuyauteries suivies au titre PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
13	Qualification du personnel	Guide Technique d'Inspection	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	impliqués dans les missions PM2I tuyauteries	des tuyauteries DT 96, chapitre 7	
14	Périmètre des ouvrages de génie civil	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de l'inspection l'établissement ne possédait pas l'ensemble des documents requis concernant le plan de modernisation des installations industrielles (PM2I) au titre duquel plusieurs de ses installations sont suivies. Quelques documents de suivi existaient mais étaient insuffisamment renseignés. Il a été demandé la mise à jour rapide des documents requis au titre du PM2I ainsi que la mise en œuvre des contrôles requis n'ayant jamais été réalisés pour certains. À la suite de l'inspection, l'exploitant a actualisé la majeure partie de ses documents qui répondent davantage aux attendus réglementaires bien que des améliorations soient encore attendues.

L'exploitant a par ailleurs indiqué une modification de son activité pour laquelle il a été demandé la transmission d'un porter à connaissance visant à régulariser la situation administrative du site au regard des carburants à base d'huiles végétales stockées sur son site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2013, article 1.2.3								
Thème(s) : Situation Administrative, Produits autorisés								
Prescription contrôlée : L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes est organisé de la façon suivante : - 18 réservoirs aériens de stockage d'hydrocarbures et de solution liquide azotée selon le tableau suivant :								
N° de cuvette	N° sous-cuvette	N° de bac	Année de construction	Volume max autorisé	Diamètre	Hauteur	Produits stockés	Volume total
2	/	51	1973	796 m ³	9 m	12,6 m	GO, FOD (liquides inflammables de catégorie C)*	8 249 m ³
		52	1973	984 m ³	10 m	12,6 m		
		53	1963	983 m ³	10,1 m	12,6 m		
		54	1963	981 m ³	10,1 m	12,6 m		
		61	1963	1760 m ³	14,1 m	12,6 m		
		62	1963	1762 m ³	14,1 m	12,6 m		
		63	1963	963 m ³	10,1 m	12,6 m		
<p>(*) : en référence à la rubrique 1430 (4734 aujourd'hui) de la nomenclature des installations classées. La catégorie C représente les liquides inflammables de 2ème catégorie dont le point éclair est supérieur ou égal à 55°C et inférieur à 100°C (sauf les fuels lourds qui sont de catégorie D). [...]</p>								
Constats : Les bacs 51 à 54 et 61 à 63 sont dédiés au stockage de gasoil (GO) ou FOD. Cependant, deux bacs sont aujourd'hui utilisés pour du stockage de biocarburants (HVO et EMHV). L'Inspection indique que les bacs de la cuvette 1 sont exclusivement autorisés à stocker du GO/FOD et que le stockage de biocarburants aurait dû être porté à la connaissance du préfet. Elle rappelle à l'exploitant qu'il doit porter à la connaissance de l'administration, tout changement dans l'exploitation de son site.								
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Suite n° 20241010-1 : L'exploitant doit déposer un dossier de modification relatif au stockage de nouveaux produits dans les bacs aujourd'hui autorisés à stocker du gasoil et du fioul domestique précisant notamment l'impact de ces modifications sur les activités actuelles, les risques qu'elles								

présentent ainsi que le classement ICPE de ces stockages.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : État initial des réservoirs d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28
Thème(s) : Risques accidentels, Documentation de suivi au titre du PM2I
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 m³ fait l'objet d'un dossier de suivi individuel comprenant a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - date de construction (ou date de mise en service) et code de construction utilisé ; - volume du réservoir ; - matériaux de construction, y compris des fondations ; - existence d'un revêtement interne et date de dernière application ; - date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ; - liste des produits ou familles de produits successivement stockés dans le réservoir ; - dates, types d'inspection et résultats ; - réparations éventuelles et codes utilisés. Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
<p>Constats :</p> <p><u>Non-conformité n°20160929-F1-NC-2 de l'inspection du 29/09/2016 :</u> <i>L'état initial et le programme d'inspection n'ont pas été établis en tenant compte de l'ensemble des recommandations des guides professionnels selon les constatations réalisées par l'inspection des installations classées.</i></p> <p><u>Constat lors de l'inspection du 23/04/2024 :</u> La non-conformité 20160929-F1-NC-2 de l'inspection du 29/09/2016 est maintenue pour le point 1. <i>L'exploitant veillera à ce que l'état initial de chaque réservoir précise, lorsque ces informations existent, le type et les caractéristiques (dimensions, volume, calorifugé ou non, réchauffeur, accessoires), la date de construction et le code utilisé, le plan de construction, les matériaux de construction y compris des fondations, l'existence d'un revêtement interne, la date de l'essai hydraulique, la liste des produits stockés historiquement, les différents contrôles et réparations réalisés et à venir, les incidents. Lorsque ces informations n'existent pas, il convient de le préciser.</i></p> <p>Le périmètre des bacs relevant de la prescription est limité aux bacs susceptibles de contenir du gazole ou du fioul domestique présents au sein de la rétention « cuvette 1 ». Les bacs concernés sont donc tous les bacs présents dans la cuvette 1, à savoir, les bacs 51, 52, 53, 54, 61, 62 et 63 .</p> <p>L'exploitant dispose d'un fichier « Plan de vieillissement des installations » dans lequel il précise les caractéristiques des bacs, les équipements associés, ainsi qu'une synthèse de l'ensemble des</p>

travaux réalisés ou en cours. Les données de ce document n'apparaissent pas exhaustives.

L'exploitant dispose également d'un document nommé « état des lieux » des réservoirs précisant les caractéristiques des bacs, si les dernières inspections décennales, quinquennales et de routine ont bien été réalisées ainsi que la périodicité associée, le code/référentiel des réparations réalisées, etc. ainsi qu'un document de suivi de chaque bac. Ces documents constituent l'état initial des réservoirs d'hydrocarbures du site.

L'inspection relève que l'exploitant a organisé son suivi des réservoirs au travers de plusieurs documents (« Plan de vieillissement des installations » et « état des lieux ») dont les informations ne concordent pas toujours. Par ailleurs, son état initial ne reprend pas l'ensemble des informations requises par la prescription, notamment :

- la date de la dernière application du revêtement interne
- la liste des produits successivement stockés dans le réservoir
- les résultats des inspections (pas toujours précisés)
- la liste des réparations avec le code de chacune

alors que la plupart de ces éléments sont disponibles dans ses autres fichiers de suivi.

L'Inspection constate que l'état initial ne contient pas l'ensemble des éléments exigés a minima alors que ces informations sont disponibles.

L'exploitant a rempli, pour chaque bac, les champs de son document « état des lieux » à l'exception :

- de l'année de construction/mise en service
- du code de construction
- du matériau des fondations
- de la mention de l'existence d'un test hydraulique initial et le cas échéant, sa date de réalisation

L'Inspection constate que plusieurs champs ne sont pas renseignés. Elle demande à l'exploitant d'indiquer « indisponible » dans les champs pour lesquels les informations n'ont pu être retrouvées.

Post-inspection, par courriel du 04/04/2025, l'exploitant a transmis un dossier actualisé de l'état initial de l'ensemble de ses réservoirs d'hydrocarbures. L'Inspection constate que les informations requises par la prescription sont renseignées à l'exception de la liste des réparations effectuées avec le code de chacune (un code est indiqué de manière générique mais il est possible que chaque réparation effectuée depuis l'existence du dépôt n'ait pas été effectuée selon ce code, il convient donc de préciser la liste des réparations effectuées sur chaque réservoir ainsi que le code associé). Cependant, le registre de suivi ne contient pas les données antérieures à 2022.

L'Inspection a vérifié la cohérence des données figurant dans les rapports d'inspection décennale des bacs 52 et 62 vis-à-vis de celles figurant dans l'état initial. Certaines données relatives au bac 62 ne correspondent pas. Il s'agit notamment de l'année de construction, du diamètre du bac, de la hauteur du bac et de la présence d'un revêtement sur le fond

=> La non-conformité n°20160929-F1-NC-2 de l'inspection du 29/09/2016 est levée (en partie repris dans la suite n°20241010-2 ci-dessous).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n°20241010-2 :

Afin de compléter l'état initial, il est demandé à l'exploitant d'y reporter l'ensemble des contrôles et réparations réalisées sur chaque réservoir avant 2022. L'exploitant veillera à préciser les codes

associés à chaque réparation réalisée.

Suite n°20241010-3 :

L'exploitant veillera à mettre en cohérence son état initial avec les données transmises aux prestataires en charge des contrôles périodiques des réservoirs ou, pour les futurs contrôles, à leur transmettre les bonnes informations, cohérentes avec celles figurant dans son état initial.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Plan d'inspection des réservoirs d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1

Thème(s) : Risques accidentels, Documentation de suivi au titre du PM2I

Prescription contrôlée :

Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.

Ce plan comprend :

- des visites de routine ;
- des inspections externes détaillées ;
- des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.

Constats :

L'exploitant ne dispose pas de plan d'inspection formalisé concernant les différents types d'inspection qu'il doit réaliser sur l'ensemble de ses bacs d'hydrocarbures. Il dispose néanmoins d'un planning des futures visites de routine et inspections décennales et quinquennales à réaliser. L'inspection relève que les périodicités fixées dans ce programme d'inspection sont globalement cohérentes avec les exigences réglementaires.

Dans les documents présentés par l'exploitant, la nature et l'étendue des contrôles ne sont pas définies, notamment en fonction des produits contenus et du matériau de construction, en tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.

Une description précise des contrôles à réaliser et des méthodes à employer, le niveau de contrôle requis (A, B ou C) lors des inspections décennales, la définition des particularités du site pour adapter au mieux les contrôles aux modes de dégradations attendus (par exemple : site concerné par des mouvements de terrain ou site en milieu marin) ainsi que les critères d'acceptation des désordres identifiés lors des inspections décennales ne sont pas non plus précisés. Ces éléments doivent être formalisés dans le plan d'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n° 20241010-4 :

L'exploitant doit établir un plan d'inspection, sur la base des éléments figurant dans le « guide d'inspection et de maintenance des réservoirs aériens cylindriques verticaux » dit DT 94, définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Visite de routine annuelle des réservoirs d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-2 & DT94

Thème(s) : Risques accidentels, Documentation de suivi au titre du PM2I

Prescription contrôlée :

Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible.

Une consigne écrite définit les modalités de ces visites de routine.

L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an.

Extrait guide technique DT94 « Guide d'inspection et de maintenance des réservoirs aériens cylindriques verticaux » :

9. Personnels en charge du suivi des réservoirs

9.1.1. Opérateurs

Personnels internes ou externes dûment qualifiés pour les visites de routine

9.2.2 Mise en œuvre des plans d'inspection

Les différentes opérations prévues dans les plans d'inspections sont :

- Visites de routine réalisées par des opérateurs ;

[...]

Constats :

L'exploitant a défini le contenu de ses visites de routine annuelles en se basant sur le « guide d'inspection et de maintenance des réservoirs aériens cylindriques verticaux » dit DT94.

En séance, l'Inspection a pu constater l'existence de cette fiche renseignée pour la dernière visite de routine effectuée sur les bacs 52 et 62 (sur lesquels l'inspection s'est focalisée). Elle contient les anomalies rencontrées et à corriger.

Pour le bac 52, il est constaté une attaque de la peinture de finition du toit par endroit. D'après le dernier fichier de suivi d'avril 2025 transmis par l'exploitant, des reprises de peinture anticorrosion ont été effectuées entre le 01/10/24 et le 01/11/24.

Lors de la visite du site, l'inspection a pu constater que des reprises de la peinture du toit du bac avaient été réalisées.

Pour le bac 62, il est constaté une détérioration du joint de l'écran flottant. Ce joint a été remplacé le 17/01/25 d'après le fichier de suivi des bacs transmis post-inspection.

L'inspection remarque cependant que, d'après le « planning des visites et inspections pour les réservoirs », certaines visites de routine ont été réalisées ou sont prévues à une fréquence supérieure à 12 mois. Elle constate également que certains contrôles (notamment les sondes d'alarme de niveau des réservoirs) sont réalisés en amont de la visite de routine, avec jusqu'à 5 mois de décalage, ce qui ne permet pas de justifier du bon état de l'ensemble des points contrôlés à la date de la visite de routine et tous les 12 mois.

Les visites de routine annuelles sont réalisées par le responsable du site ou son adjoint uniquement. L'exploitant met en avant l'expérience acquise par les deux personnes, depuis plus de 40 ans pour le directeur et 18 ans pour son adjoint, sur l'exploitation du dépôt.

L'inspection demande que les exigences de l'exploitant, en matière de qualification des personnes autorisées à réaliser des visites de routine, soient formalisées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**Suite n°20241010-5 :**

L'exploitant s'assurera de réaliser ses visites de routines à des intervalles n'excédant pas 12 mois depuis la dernière visite de routine ou inspection décennale ou inspection quinquennale. Il modifiera son programme d'inspection en conséquence.

Suite n°20241010-6 :

L'exploitant veillera à traiter l'ensemble des points de contrôle de sa visite de routine pendant la visite de routine de sorte que la fréquence de contrôle de ces points n'excède pas 12 mois.

Suite n°20241010-7 :

L'exploitant devra formaliser les qualifications des opérateurs attendues pour la réalisation des visites de routines de ses réservoirs de la cuvette 1.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Inspections externes en exploitation des réservoirs d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-3
Thème(s) : Risques accidentels, Documentation de suivi au titre du PM2I
Prescription contrôlée : Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. Ces inspections comprennent a minima : <ul style="list-style-type: none">-une inspection visuelle externe approfondie des éléments constitutifs du réservoir et des accessoires (comme les tuyauteries et les événements) ;-une inspection visuelle de l'assise ;-une inspection de la soudure entre la robe et le fond ;-un contrôle de l'épaisseur de la robe, notamment près du fond ;-une vérification des déformations géométriques éventuelles du réservoir, et notamment de la verticalité, de la déformation éventuelle de la robe et de la présence d'éventuels tassements ;-l'inspection des ancrages si le réservoir en est pourvu ;-des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu. Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. Une fréquence différente peut être prévue par arrêté préfectoral pour les réservoirs liés à des unités de fabrication.
Constats : L'exploitant n'a jamais réalisé d'inspection externe détaillée (quinquennale) pour l'ensemble de ses bacs. L'exploitant a présenté, en séance, son planning des visites et inspections des réservoirs incluant les inspections quinquennales dont certaines datées de 2021 n'ont pas été réalisées. Certains bacs ont néanmoins fait l'objet d'inspections décennales (incluant a minima les contrôles prévus lors d'une visite de routine et d'une inspection quinquennale) il y a moins de 5 ans donc tous les bacs ne sont pas en retard concernant la réalisation de leur inspection quinquennale. Les bacs en retard de leur inspection quinquennale sont les bacs 53, 54, 61 et 63. Les prochaines échéances sont reprises dans la fiche de suivi de chaque bac transmise post-inspection. L'inspection quinquennale du bac 63 a été réalisée en juin 2025 d'après ce document. Celles des bacs 53, 54 et 61 seront réalisées 5 ans après la prochaine décennale (prévue en 2025).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Suite n°20241010-8 : L'exploitant s'assurera de réaliser une inspection externe détaillée de chaque bac de la cuvette 1 a minima tous les cinq ans à compter de la date de la dernière inspection externe détaillée ou de la date de la dernière inspection hors exploitation et justifiera de la réalisation de celle du bac 63.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Inspections hors exploitation détaillées des réservoirs d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-4
Thème(s) : Risques accidentels, Documentation de suivi au titre du PM2I
Prescription contrôlée : Les inspections hors exploitation détaillées comprennent a minima : <ul style="list-style-type: none">-l'ensemble des points prévus pour l'inspection externe détaillée ;-une inspection visuelle interne approfondie du réservoir et des accessoires internes ;-des mesures visant à déterminer l'épaisseur restante par rapport à une épaisseur minimale de calcul ou une épaisseur de retrait, conformément, d'une part, à un code adapté et, d'autre part, à la cinétique de corrosion. Ces mesures portent a minima sur l'épaisseur du fond et de la première virole du réservoir et sont réalisées selon les meilleures méthodes adaptées disponibles ;-le contrôle interne des soudures. Sont a minima vérifiées la soudure entre la robe et le fond et les soudures du fond situées à proximité immédiate de la robe ;-des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu. Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable. Ce report ne saurait excéder dix ans et ne pourra en aucun cas être renouvelé. A l'inverse, ce délai peut être réduit si une visite de routine ou une inspection externe détaillée réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.
Constats : L'exploitant a présenté l'échéancier des inspections décennales programmées pour l'ensemble de ses réservoirs d'hydrocarbures. Les inspections décennales antérieures à 2021 n'étaient pas réalisées selon les guides réglementaires d'après l'exploitant. D'après les documents présentés pendant et post-inspection : <ul style="list-style-type: none">- les réservoirs 61, 54, 63, 51 et 52 ont respectivement fait l'objet d'une inspection décennale en 2015, 2016, 2018, et 2022 (bacs 51 et 52), seul le bac 53 n'a jamais fait l'objet d'une inspection décennale.- le réservoir 62 a fait l'objet d'une inspection décennale en octobre 2024- les réservoirs 53, 54 et 61 ont une inspection décennale programmée en 2025. Au jour de l'inspection, seul le bac 53 était en retard de la réalisation de son inspection décennale. Il devra transmettre le rapport relatif à l'inspection décennale prévue en 2025. L'inspection a contrôlé en séance le rapport de la dernière inspection décennale réalisée du 16 au 18/02/2022 du bac 52 : le contenu semble conforme au DT94. L'inspection note que ce contrôle a été réalisé selon la norme EEMUA 159 et est de niveau de contrôle A selon le DT94. Les éventuelles anomalies relevées sont classées selon 3 degrés d'urgence et leurs critères d'acceptation sont clairement précisés dans le rapport. Les 5 anomalies relevées (pertes de matière, dégradations sur la fondation béton, la peinture toit/robe, piquages toit et le garde corps passerelle) sont de degré d'urgence 3 « action sans caractère d'urgence ou faisant partie de

l'entretien courant ». Le plan d'action prévoit une reprise de béton sur la fondation, ainsi que des reprises de peinture sur le toit et le garde-corps mais la date de la réalisation des travaux n'est pas indiquée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Suite n°20241010-9 : L'exploitant réalisera dès que possible l'inspection décennale du bac 53 et transmettra le rapport associé. Il s'assurera, à l'avenir, de réaliser ce type d'inspection à une fréquence n'excédant pas 10 ans pour les réservoirs de la cuvette 1. Suite n°20241010-10 : L'exploitant veillera à faire préciser sur les attestations de travaux transmises, le détail des travaux réalisés, le bac et l'équipement concerné, afin que ces justificatifs puissent confirmer la correction des anomalies identifiées dans le rapport d'inspection décennale de mai 2022 du bac 52. Il transmettra les justificatifs permettant d'attester de la levée des anomalies 1, 2, 3, 4 et 5 de ce même rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Traitement des écarts des inspections sur les réservoirs d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-5
Thème(s) : Risques accidentels, Documentation de suivi au titre du PM2I
Prescription contrôlée : Les écarts constatés lors de ces différentes inspections sont consignés par écrit et transmis aux personnes compétentes pour analyse et décision d'éventuelles actions correctives
Constats : L'exploitant a transmis ses fichiers de suivi par réservoir qui précisent les anomalies relevées lors des différentes visites de routine et inspection quinquennale et décennale, les autres interventions sur ces bacs et les réparations effectuées/à effectuer. Une colonne permet de préciser la date de réalisation. Concernant les 5 anomalies relevées lors de l'inspection décennale (hors exploitation) du bac 52, l'exploitant n'a pas répertorié toutes les actions de correction dans son fichier de suivi du bac 52 (absence de mention de la réfection de la peinture du bac et du garde-corps de la passerelle et de la reprise des fondations béton). Concernant la fiche de suivi du bac 62, elle énumère globalement les réparations à réaliser suite à l'inspection décennale réalisée en octobre 2024. Les travaux de réparation des épaisseurs (anomalie d'urgence 1 nécessitant une action immédiate) ont été traitées en décembre 2024 sauf pour la partie externe de la virole 1 qui n'est pas mentionnée, les travaux relatifs à la dégradation

de l'assise et la réfection de la peinture de la passerelle sont planifiés à partir de juin 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Suite n°20241010-11 : L'exploitant veillera à bien retranscrire dans son fichier de suivi des réservoirs de la cuvette 1, l'ensemble des anomalies mentionnées dans les rapports de visites de routine, d'inspection quinquennale et d'inspection décennale ainsi que les correctifs apportés. Suite n°20241010-12 : L'exploitant transmettra les justificatifs des travaux réalisés pour corriger les anomalies mentionnées dans le rapport d'inspection décennale du bac 62 d'octobre 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Qualifications requises du personnel - Inspections des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-6
Thème(s) : Risques accidentels, Documentation de suivi au titre du PM2I
Prescription contrôlée : Les inspections externes et hors exploitation sont réalisées : - par des services d'inspection de l'exploitant reconnus par le préfet ou le ministre chargé du développement durable ; ou - par un organisme indépendant habilité par le ministre chargé de la sécurité industrielle pour toutes les activités de contrôle citées à l'article L. 557-28 du Code de l'environnement ; OU - par des inspecteurs certifiés selon un référentiel professionnel reconnu par le ministre chargé du développement durable ; OU - sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet, apte à reconnaître les défauts susceptibles d'être rencontrés et à en apprécier la gravité. Le préfet peut récuser la personne ayant procédé à ces inspections s'il estime qu'elle ne satisfait pas aux conditions du présent alinéa.
Constats : Comme indiqué précédemment, l'exploitant n'a jamais réalisé d'inspection externe en exploitation (quinquennale). L'inspection hors exploitation (décennale) du bac 52 a été réalisée par un prestataire externe certifié EEMUA 159. Cependant pour la décennale du bac 62, l'habilitation du prestataire n'est pas mentionnée. L'exploitant compte recourir au même prestataire pour la réalisation des futures inspections quinquennales et décennales.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite n°20241010-13 :</p> <p>Le rapport relatif à la décennale d'octobre 2024 du bac 62 ne mentionne pas l'habilitation par le ministre chargé de la sécurité industrielle, pour toutes les activités de contrôle citées à l'article L. 557-28 du Code de l'environnement, de l'organisme indépendant habilité ayant réalisé le contrôle ou la certification selon un référentiel professionnel reconnu par le ministre chargé du développement durable des inspecteurs ayant réalisé le contrôle.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Dispositions constructives - Protection des tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V
Thème(s) : Risques accidentels, Documentation de suivi au titre du PM2I
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>D.-Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont installées à l'abri des chocs et sont résistantes aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques auxquelles elles sont exposées.</p> <p>Des dispositions spécifiques sont notamment mises en place au niveau des cheminements des tuyauteries à proximité des voies de circulation (hauteur suffisante, protections adaptées ...). Leur parcours est aussi réduit que possible.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les tuyauteries sont aériennes uniquement, à l'exception des tronçons traversant la route (entre le dépôt et les postes de chargement/déchargement en Seine). L'inspection l'a constaté lors de sa visite du site. Les tuyauteries aériennes sont, par ailleurs, installées hors des voies de circulation, à l'abri des chocs.</p> <p>Dans les zones de proximité, elles sont installées à des hauteurs suffisantes pour être protégées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Périmètre des tuyauteries suivies au titre PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Documentation de suivi au titre du PM2I
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables :</p> <p>1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et</p>

<p>2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou</p> <p>3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou</p> <p>4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou</p> <p>5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,</p> <p>sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et - les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et - les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé.
<p>Constats :</p> <p>Le périmètre relevant de la prescription correspond aux tuyauteries dédiées au transport de l'ensemble des hydrocarbures de mention de dangers H411 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vers la plateforme de chargement/déchargement par bateau, - vers les plateformes de chargement/déchargement par camion. <p>L'ensemble des diamètres de ces tuyauteries se situe entre 100 et 250 mm et sont donc visées par le présent article.</p> <p>L'exploitant indique qu'il prévoit de suivre également les tuyauteries de HVO et EMHV au titre du plan de modernisation des installations industrielles (PM2I) bien que cela ne soit pas requis par la réglementation compte-tenu des caractéristiques des produits.</p> <p>L'Inspection rappelle que ces tuyauteries sont dédiées à l'origine au transit de FOD et de GO.</p> <p>Aucune capacité soumise au PM2I n'est présente sur site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : État initial des tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 et DT96
Thème(s) : Risques accidentels, Documentation de suivi au titre du PM2I
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.</p> <p>[...]</p> <p><u>Paragraphe 3.3 du DT96</u></p> <p><u>État initial :</u></p> <p>L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie à partir du dossier d'origine ou reconstitué comportant, lorsque ces informations existent :</p> <ul style="list-style-type: none">• un plan ou un schéma comportant les accessoires sous pression et les repères des accessoires de sécurité, complété éventuellement de documents pertinents (Ex. photos),• les caractéristiques de construction (DN, PN, fluide, température et pression maximales admissibles, matériaux, revêtements de protection, isolants, codes ou normes)¹• les éléments relatifs aux interventions (contrôle initial, inspections, contrôles non-destructifs, maintenances et réparations éventuelles) <p>Nota : pour les tuyauteries soumises à l'arrêté du 15 mars 2000 modifié, cet état initial reprend les éléments du dossier descriptif prévu à l'article 9 de cet arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant ne possédait pas d'état initial de l'ensemble des tuyauteries soumises au PM2I. Il lui est demandé de reconstituer cet état initial à partir des données des derniers contrôles et l'historique disponible des travaux et modifications effectuées sur ses tuyauteries soumises au PM2I.</p> <p>L'exploitant précise qu'un premier contrôle a été effectué sur une partie des tuyauteries (les lignes 6" – B3, UAN et GO, qui constituent les lignes de chargement/déchargement par bateau).</p> <p>Post-inspection, il a transmis un état initial des tuyauteries établi en partie à partir des données des contrôles récents effectués et des actions correctives menées récemment. L'Inspection considère que le document répond partiellement à la prescription car il comporte bien les caractéristiques des équipements (matériau, DN, PN, etc.). Cependant, l'historique des interventions et contrôles réalisés ne figure pas dans le dossier transmis ni les plans ou schémas comportant les accessoires sous pression et les repères des accessoires de sécurité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Suite n°20241010-14 :</u></p> <p>L'exploitant doit compléter l'état initial de ses tuyauteries avec les plans ou schémas comportant les accessoires sous pression et les repères des accessoires de sécurité, complété éventuellement de documents pertinents, et l'historique des interventions réalisées (contrôle initial, inspections, contrôles non-destructifs, maintenances et réparations éventuelles).</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Plan et programme d'inspection des tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Documentation de suivi au titre du PM2I
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.</p> <p>L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas élaboré de plan d'inspection mais possède un fichier avec la programmation des différents types de visites de routine (annuelles et semestrielles) prévues pour les tuyauteries, vannes, clapets de sécurité, pompes, flexibles et bras de chargement qu'il a fourni à l'Inspection.</p> <p>Il a présenté en séance les fiches de visite de routine qu'il a mises en place récemment pour le contrôle des tuyauteries de chargement/déchargement de gazole par bateau et de certaines tuyauteries de chargement camion. Les fiches relatives aux contrôles des autres tuyauteries n'ont pas été présentées en inspection puisqu'elles n'avaient pas été mises en œuvre. Elles ont été transmises post-inspection concernant les tuyauteries de chargement camion et l'additivation des bras de chargement multi-produits.</p> <p>Les anomalies constatées ainsi que les contrôles à prévoir sont renseignés dans les fiches de visite de routine des tuyauteries concernées sans préciser la date de réalisation ou de planification des actions correctives et nouveaux contrôles.</p> <p>Des inspections par des organismes externes sont également prévues. Pour les tuyauteries de chargement/déchargement, son programme d'inspection prévoit la réalisation de contrôles par ultrasons par des entreprises tierces (dont certaines ont déjà été réalisées) sans préciser la périodicité.</p> <p>L'exploitant a ainsi fait réaliser une première série de contrôles par ultrasons (ondes guidées) par un prestataire spécialisé, sur les tuyauteries associées au chargement/déchargement des réservoirs par bateau (qu'il a jugées prioritaire)..</p> <p>Il a présenté les rapports des contrôles associés réalisés en juin 2024. Ceux-ci concluent que « <i>Les dégradations les plus significatives ont été observées sur les sections récemment décalorifugées [...]. Un sablage et un rechargement des zones corrodées si besoin avec une remise en peinture ainsi qu'une remise en conformité des supports sont fortement recommandés afin de prolonger la durée de vie de ces zones</i> ». L'exploitant a indiqué que les calorifuges des lignes déjà inspectés ont été retirés définitivement et que les autres seront retirés définitivement en 2025.</p>

Lors de la visite du site, l'Inspection a pu constater que l'exploitant avait procédé au traitement d'une grande partie des anomalies constatées dans les rapports de contrôle de juin 2024 (zones corrodées, supports abîmés).

L'exploitant a ajouté que des contrôles similaires seront réalisés sur les autres tuyauteries du périmètre soumis à PM2I ainsi que sur les tuyauteries liées au chargement/déchargement de HVO et d'EMHV.

L'exploitant a présenté son programme d'inspection prévoyant la réalisation de visites de routine semestrielle et annuelle en interne sur les « tuyauteries appro bateaux », « les tuyauteries appro camions » et les « tuyauteries de chargement » ainsi que sur plusieurs autres équipements du dépôt (flexibles, vannes, pompes et moteurs, etc.). Pour ces tuyauteries, son programme d'inspection prévoit également la réalisation de contrôles par ultrasons par des entreprises tierces (dont certaines ont déjà été réalisées) sans préciser la périodicité.

Néanmoins, ce programme d'inspection devra probablement être revu suite à la formalisation d'un plan d'inspection.

L'exploitant devra établir son plan d'inspection en s'appuyant sur le DT96 pour définir la classe des tuyauteries et définir les typologies de contrôle à réaliser ainsi que la périodicité de ces derniers.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n°20241010-15:

L'exploitant doit établir un plan d'inspection de ses tuyauteries soumises au PM2I selon les recommandations du DT96.

Suite n°20241010-16 :

Le programme d'inspection devra être actualisé en fonction du contenu du plan d'inspection et préciser les périodicités de l'ensemble des contrôles à réaliser sur les tuyauteries soumises au PM2I.

Suite n°20241010-17 :

L'ensemble des tuyauteries soumises au PM2I n'ayant pas fait l'objet d'un contrôle par une entreprise spécialisée en 2024 devra faire l'objet d'un contrôle dès que possible, en accord avec la stratégie de contrôle définie dans le plan d'inspection.

Suite n°20241010-18 :

L'exploitant devra présenter l'avancement de son plan d'actions visant à corriger les anomalies identifiées dans les rapports de contrôle des tuyauteries de juin 2024. Les justificatifs associés devront être transmis. Il veillera à prioriser la correction des anomalies selon la classification définie dans ces rapports (sévère, intermédiaire, mineure, etc.).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Qualification du personnel impliqués dans les missions PM2I tuyauteries

Référence réglementaire : Guide Technique d'Inspection des tuyauteries DT 96, chapitre 7
Thème(s) : Risques accidentels, Documentation de suivi au titre du PM2I
Prescription contrôlée : L'inspecteur est chargé de l'élaboration et de la mise en oeuvre du plan d'inspection. Il est : <ul style="list-style-type: none">- soit un inspecteur habilité d'un service inspection ;- soit un inspecteur d'un organisme habilité ;- soit un inspecteur d'une société extérieure ou un technicien pouvant justifier :<ul style="list-style-type: none">o de 2 ans d'expérience minimum dans le domaine des équipements sous pression (maintenance, inspection, contrôle) ;o de connaissances adaptées aux missions confiées :<ul style="list-style-type: none">• réglementation, codes, normes et guides techniques,• - matériaux et métallurgie,• - soudage,• - connaissance des tuyauteries et de leurs modes de dégradation,• - techniques de contrôles non destructifs ;o d'une habilitation nominative par l'employeur. <p>Nota : pour les tuyauteries soumises à l'arrêté du 15 mars 2000 modifié, les exigences spécifiques à cet arrêté s'appliquent.</p> <p>Le contrôleur est chargé de la réalisation des contrôles non destructifs. C'est un technicien spécifiquement formé, disposant de certifications COFREND ou équivalentes lorsqu'elles existent. Cette disposition ne concerne pas les mesures d'épaisseur, pour lesquels une habilitation nominative de l'employeur est établie.</p>
Constats : D'après les rapports des contrôles non destructifs des tuyauteries de juin 2024 présentés, l'Inspection a pu constater que l'exploitant avait bien eu recours à un prestataire certifié COFREND tel que recommandé par le guide DT96.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Périmètre des ouvrages de génie civil

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Documentation de suivi au titre du PM2I
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants : <ul style="list-style-type: none">- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; ET- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité

<p>équivalente supérieure à 10 m³ ; ET</p> <ul style="list-style-type: none"> - les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; ET - les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante.
<p>Constats :</p> <p>Le périmètre défini par l'exploitant recouvre l'ensemble des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la cuvette 1 de rétention des réservoirs susceptibles de stocker du gazole ou du fioul domestique ; - les massifs des réservoirs présents dans la cuvette 1. <p>Il n'y a ni structures supportant des tuyauteries inter-unité ni caniveaux en béton et fosses humides d'unités de fabrication sur site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : État initial des ouvrages de génie civil

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6 & DT92</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Documentation de suivi au titre du PM2I</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.</p> <p>L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p> <p><u>Pour les ouvrages mis en service avant le 1er janvier 2011 :</u></p> <p>S'agissant des massifs des réservoirs et des cuvettes de rétention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2011 ; - le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2012. <p>S'agissant des supports supportant les tuyauteries, les caniveaux et les fosses humides :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2012 ; - le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2013. <p><u>Pour les ouvrages mis en service à compter du 1er janvier 2011,</u> l'état initial et le programme de surveillance sont réalisés au plus tard douze mois après la mise en service.</p> <p><u>État initial selon le Guide DT 92 :</u></p> <p>5.1.1. Identification du périmètre de suivi</p> <p>Les ouvrages faisant partie du périmètre d'application du Plan de modernisation, conformément</p>

au paragraphe 2.2, doivent être identifiés.

5.1.2. Établissement du dossier de surveillance

Pour chacun des ouvrages identifiés en 5.1.1, le dossier de surveillance comprend :

- Les fiches descriptives ;
- Les dossiers techniques renseignés avec toutes les informations disponibles

Constats :

Pour les massifs de réservoirs et cuvettes, le guide DT92 demande que l'état initial comporte :

- la liste des massifs et cuvettes du périmètre PM2I
- la fiche descriptive de chaque ouvrage (localisation sur le site, description, caractéristiques techniques, catégorie de l'ouvrage)
- le dossier technique de chaque ouvrage renseigné avec toutes les informations disponibles (dossier relatif à l'état présent, pouvant comprendre les plans, études, notes de calculs, photos, relevés divers, et autres éléments techniques reflétant la situation présente de l'ouvrage ; historique des situations antérieures et des interventions connues sur l'ouvrage ; études, audits, contrôles, fiches de visites diverses, pouvant concerner l'ouvrage).

Le jour de l'inspection, l'exploitant ne disposait pas d'un état initial au sens de la réglementation mais d'un document intitulé « plan de vieillissement des installations » synthétisant les caractéristiques de la cuvette de rétention et des murs associés, des massifs béton, ainsi que certains contrôles et travaux réalisés.

Post-inspection, l'exploitant a transmis un état initial de la cuvette de rétention n°1 et des fondations des réservoirs associés. Certains documents sont réalisés de manière globale sans distinguer chaque ouvrage et l'ensemble des éléments demandés par le DT92 ne figurent pas ou partiellement dans le dossier :

- pour les massifs, la fiche descriptive ne précise pas la localisation et les caractéristiques de chacun.
- pour l'ensemble des ouvrages, l'état initial ne contient pas de dossier technique avec les plans, études, notes de calcul et autres éléments techniques sur la situation actuelle et l'historique des états et interventions de chacun des ouvrages.

Des modèles de contenu de dossier technique sont présentés en annexes 1 et 2 du DT92.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n°20241010-19 :

L'exploitant doit actualiser son état initial au regard du constat en établissant pour chaque ouvrage (cuvette 1 et massif de chaque réservoir de la cuvette 1), une fiche descriptive et un dossier technique conforme aux recommandations du guide DT92.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Plan et programme de surveillance des ouvrages de génie civil

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

<p>Thème(s) : Risques accidentels, Documentation de suivi au titre du PM2I</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p> <p><u>Pour les ouvrages mis en service avant le 1er janvier 2011 :</u></p> <p>S'agissant des massifs des réservoirs et des cuvettes de rétention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2012. <p>S'agissant des supports supportant les tuyauteries, les caniveaux et les fosses humides :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2013. <p><u>Pour les ouvrages mis en service à compter du 1er janvier 2011,</u></p> <p>le programme de surveillance est réalisé au plus tard douze mois après la mise en service.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a défini un programme de surveillance, pour l'ensemble des ouvrages de génie civil relevant de l'article 6 de l'arrêté du 04/10/2010 (transmis post inspection), basé sur</p> <ul style="list-style-type: none"> - une visite de routine de périodicité annuelle (ouvrage de catégorie II) - une surveillance quinquennale pour la réalisation d'un contrôle renforcé <p>Seuls deux des trois niveaux d'intervention sur les ouvrages, tels que prévu par le guide DT92 (paragraphe 6-1), sont mentionnés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'entretien courant par désherbage des rétentions, nettoyage annuel des rétentions/ fondations/ supports, nettoyage semestriel des drainages et regards des rétentions et traitement anti-corrosion des supports (selon besoin) sont planifiés dans le cadre des visites de routine. - L'entretien spécialisé via un contrôle renforcé tous les 5 ans. <p>Cependant l'Inspection note que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'état initial ne distingue pas chaque ouvrage, il n'y a qu'une ligne relative à l'ensemble des massifs de réservoirs ce qui ne permet pas un suivi par massif de chaque réservoir. <p>Dans le fichier de suivi des ouvrages de l'année 2024 présenté lors de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les 3 niveaux d'intervention sont mentionnés. mais seuls la cuvette et les regards semblent avoir fait l'objet d'un entretien courant - les dates des prochains contrôles renforcés (entretien spécialisé) ne sont pas indiquées - les désordres énumérés ne mentionnent pas le niveau de désordre associé qui doit permettre de statuer sur la classe d'état de chaque ouvrage, conformément aux paragraphes 6-3 et 6-4 du guide DT92 ni la détermination des étapes suivantes à mener (investigations complémentaires, mise en œuvre des actions correctives, planification de la prochaine visite de surveillance...).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Suite n°20241010-20 :</u></p> <p>L'exploitant établira un programme d'inspection selon les recommandations du DT92, distinguant chaque ouvrage de génie civil soumis au PM2I.</p> <p>Dans son programme d'inspection, il veillera à préciser le niveau de désordre des désordres</p>

constatés afin de déterminer la classe d'état de chaque ouvrage et de définir des actions correctives, conformément au DT92.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois